

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques
Publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'Environnement et des Procédures
Publiques

ARRÊTÉ

du 20 MAI 2019

mettant en demeure la société CHALEUR HAUTEPIERRE de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement
dans ses installations situées 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg

Le Préfet de la Région Grand Est
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 pris en application du titre I^{er} Livre V du Code de l'environnement définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter des installations de combustion par la société Chaleur HautePierre à Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux ;
- VU le rapport du 25 avril 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que l'installation de la société Chaleur HautePierre est située dans le secteur couvert par le plan de protection de l'atmosphère de Strasbourg approuvé le 4 juin 2014 ;

CONSIDÉRANT que les vitesses minimales d'éjection des fumées sont fixées à l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 et permettent de garantir une bonne dispersion en hauteur des rejets ;

CONSIDÉRANT que les vitesses minimales d'éjection dont il est rendu compte au terme des mesures effectuées en 2018 sont, pour trois exutoires contrôlés sur quatre, inférieures à la valeur minimale de 8 m/s prescrite à l'article 3.1.3 précité (6,8 m/s à l'exutoire GE2 ; 4,1 m/s à l'exutoire HP 3,4 m/s à l'exutoire CHVB4) ;

CONSIDÉRANT l'article L.171-8 du Code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société CHALEUR HAUTEPIERRE, dont les installations sont situées 60 rue Jean Giraudoux à Strasbourg, est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions reprises ci-après en gras, pour l'exploitation de ses installations :

Article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 :

« Conditions de rejet :

<i>Équipements</i>	<i>Vitesse minimale d'éjection en m/s</i>
<i>GE1</i>	<i>8</i>
<i>GE2</i>	<i>8</i>
<i>HP3</i>	<i>8</i>
<i>CHVB4</i>	<i>5</i>
<i>Groupe électrogène</i>	<i>8</i>

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision peut être déférée par le pétitionnaire devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix à Strasbourg) ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CHALEUR HAUTEPIERRE, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie de la présente décision est adressée au Maire de la Ville de Strasbourg.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe

Nadia IDIRI